



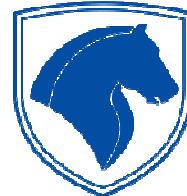
Une année 2015 peu prometteuse pour les travailleurs en Iran

A l'occasion de la nouvelle année 2015, Le personnel d'Iran Echo tient à exprimer, à ses lecteurs ainsi qu'à tous les amis du mouvement syndical à travers le monde, ses plus chaleureuses salutations en leur souhaitant une bonne et heureuse année.

En Iran, l'année 2014 a été dans l'ensemble, une année très amère, pleine de batailles rarement gagnées, et principalement marquée par de nombreux reculs. Une baisse du niveau de vie considérable causée en partie par les sanctions internationales et la politique économique ultra libérale menée par le gouvernement.

La privatisation galopante et le bradage des industries du secteur public, pour attirer les capitaux étrangers, ont mis sous pression économique et judiciaire la lutte des travailleurs. Outre les mesures prises par les employeurs, entre autres, de ne pas payer les salaires et de précariser l'emploi au travers de contrats temporaires et de blancs-seings, les mesures d'austérité prises par le gouvernement sont de taille : modifications apportées à la législation et au code du travail visant le salaire minimum, redéfinition des relations employeur / employé, réformes du système ... (Lire la suite page 5)

Grève massive dans les secteurs de l'Automobile



کاتام نبز

Depuis le début de mois de février 2015 les ouvriers Iraniens de l'industrie de l'automobile, se sont engagés dans des actions de grèves et de protestations massives qui ont gagné une grande partie de ces secteurs Industriels.

Ce mouvement de grève a commencé avec le débrayage des travailleurs de l'automobile des entreprises **Pars Khodro** et de la **Saipa AZIN**. Selon des représentants des Unions syndicales Iranienne de la métallurgie et de la mécanique, le 29 Décembre 2014 dernier, les travailleurs de l'entreprise de **Pars Khodro** s'étaient lancés dans une grève de deux heures pour protester contre les bas salaires. Le même jour, les ouvriers de la filiale **Saipa Azin**, un fabricant de pièces détachées travaillant pour le compte de société Automobile **Saipa** ... (Lire la suite page 4)

Dans ce numéro :

| | |
|--|----|
| Année 2015 peu prometteuse pour les travailleurs..... | 1 |
| Grèves massives dans les secteurs de l'automobile... | 1 |
| Les luttes des travailleurs en Iran, en 2014 | 2 |
| Une Question Fondamentale !..... | 3 |
| La République Islamique d'Iran et le chaos du | 6 |
| Dossier Behnam Ebrahim-zadeh..... | 11 |
| Pétition: «Libérez immédiatement Behnam » | 13 |
| Communiqué du Comité de Défense de Behnam... .. | 12 |
| Le cri de Nima Ebrahimzadeh le fils de Behnam..... | 14 |
| La lettre de syndicat français, Solidaires, au Guide... .. | 15 |
| La lettre de syndicat Canadien CUPW au | 16 |
| Lettre de Behnam à l'Organisation Internationale..... | 17 |
| Le racisme de l'Etat iranien envers les résidents..... | 18 |
| Amnesty : Condamnation à mort pour «outrage au... .. | 19 |
| République iranienne de pendaison..... | 20 |



Les luttes des travailleurs en Iran, en 2014

Le mouvement ouvrier iranien aura marqué tous les autres mouvements politiques d'Iran, par ses luttes et sa résistance en 2014. L'Iran a été le témoin de vagues ininterrompues de protestations ouvrières revendiquant **salaires impayés et niveau de vie minimal de dignité**, et visant directement le gouvernement du Président Rohani. La censure et la propagande d'une presse majoritairement à la solde du régime n'ont pas pu désamorcer les mouvements de lutte qui se sont multipliés et manifestés sous diverses formes: grèves, rassemblements, circulations de pétitions... Un rassemblement s'est même tenu devant le parlement islamique.

Le bilan politique de cette année nous montre que le gouvernement de Rohani a beaucoup œuvré pour faciliter la poursuite des activités des capitalistes en vue d'attirer les investisseurs étrangers. Ainsi, les politiques néo-libérales et les mesures répressives contre les travailleurs ont été renforcées. Mais, malgré les interdictions, les ouvriers iraniens ont lutté en résistant contre les arrestations, la prison et les licenciements.

Depuis des années, les salariés de tous secteurs – grande et petite industrie, sous-traitance, public ou privé - quel que soit leurs statuts, ont reçu leurs salaires avec des retards allant jusque parfois 24 mois. Et pour cause, les entrepreneurs laissent fructifier les salaires dans les banques d'où ils tiraient des profits avoisinant les 20%. Les autorités laissent en tout consentement ces méthodes avoir libre cours.

Selon l'agence Ina (iranienne), « les dépenses minimales mensuelles d'une famille de 4 personnes sont supérieures à 750 € » alors que « le salaire minimum des travailleurs, 152 € par mois, est au cinquième du seuil de pauvreté ». Dans cette situation, leur salaire ne leur permet même pas de subvenir à leur besoin les plus élémentaires. C'est pourquoi, la revendication du salaire minimum répondant au coût de la vie figure parmi les premières revendications des travailleurs. Dans ce cadre de lutte, **on peut citer les grèves victorieuses des ouvriers des constructeurs d'automobiles « Khavar », « Pars Khodro » rejoint par 30000 ouvriers d' « Iran Khodro » un peu plus tard.**

... >>>

<<<... * Lors des derniers jours de 2014, 6000 enseignants ont signé une pétition pour protester contre les bas salaires ainsi que la situation précaire de leur travail et leur vie. Les enseignants iraniens ont fait grève dans tout le pays les 20 et 21 janvier 2015 pour revendiquer « une vie digne ».

* Selon les statistiques du ministère du Travail, 93% des contrats signés sont des C.D.D et la plupart de ces CDD sont des contrats de 9, 6 et 3 mois. On parle même de l'officialisation de contrats de 29 jours.

* Les travailleurs iraniens estiment que le code du travail en vigueur est conçu contre leurs intérêts et n'a d'autre but que de défendre les intérêts des capitalistes ; Les nouvelles modifications allant dans le sens du patronat l'ont rendu encore plus libéral. Cherchant à tromper les travailleurs, le gouvernement de Rohani a modifié le code en convertissant les contrats précaires en contrats à durée indéterminée mais tout en allégeant les procédures de licenciement, Non seulement ce code donne plein pouvoir aux patrons de licencier, mais leur confère également le droit de décider arbitrairement de la forme du contrat de travail. Cette démarche, qui va dans un sens contraire aux exigences des travailleurs et de la société qu'ils font vivre, a pour seul but d'élargir et de généraliser le licenciement. Mais ce gouvernement, qui cherche à casser par tous les moyens la résistance du mouvement ouvrier, **se heurte à la solide conviction des travailleurs qui luttent pour la défense leurs droits.**

* Parmi les luttes significatives des travailleurs, on peut citer d'importantes mobilisations contre les privatisations décidées par le gouvernement de Rohani et en particulier la lutte des 5000 mineurs des mines de fer à Bafgh (près de Yazd, au centre du pays) qui ont fait une grève de 29 jours contre l'ouverture au capital de la mine et qui ont finalement obligé le gouvernement à faire marche arrière.

* La sous-traitance, qui régit une grande partie de l'activité industrielle pétrolière, sidérurgique et automobile, oblige les travailleurs à signer des blancs-seings.

(Lire la suite page 3)

Une Question Fondamentale !

Du site : « Droit de l'enseignant et du travailleur » (en persane)

On se demande comment OIT, l'Organisation Internationale du Travail, qui non seulement compte la République Islamique au nombre de ses membres, l'autorise une nouvelle fois à siéger à son conseil d'administration, alors que cet Etat n'a respecté aucun de ses engagements vis à vis des conventions de l'OIT.

Citons à ce titre, ce que prévoit 8 des conventions fondamentales que les membres de l'OIT sont tenus de faire respecter :

- **La liberté syndicale et la protection du droit syndicale (C. 87)**
- **La liberté d'association et la négociation collective (C. 98)**
- **L'élimination de tout travail forcé ou obligatoire (C. 29 & 105)**
- **L'abolition effective du travail des enfants. (C.138 & 183)**
- **L'élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession (C. 100 & 11)**

Ces conventions restent lettres mortes, puisque la République Islamique n'a jamais rendu effective les conventions 87 et 98, pas plus qu'elle n'a respecté la moindre de ces autres conventions. Une série de questions se posent alors: comment un pays qui accumule toutes sortes d'injustices (discrimination, salaire, pauvreté), qui tolère, et sans aucune couverture sociale le travail des enfants malgré l'interdiction officielle, un pays qui ne reconnaît pas le droit des travailleurs immigrés, qui encourage la discrimination au travail envers les minorités et les femmes; un pays qui licencie à tour de bras, un pays qui interdit aux travailleurs le droit de s'organiser autour de leur propre organe de défense, qui emprisonne ses syndicalistes et qui les remplace par une délégation fantôme sensée représenter les travailleurs auprès des institutions internationales... Comment cette institution peut il fermer les yeux sur toutes ces injustices ?

Comment ce pays peut-il encore être admis et siéger au conseil de l'administration de L'OIT ?

Comment cette grande institution ignore la démocratie et avale l'injustice ?

(Suite de la page 2) **Les luttes des travailleurs...**

* Par un récent décret, le gouvernement a décidé de ne pas comptabiliser les heures supplémentaires dans le calcul de la pension de retraite.

* L'un des domaines où la répression sévit le plus, est bien celui des libertés civiles et politiques. Le régime, qui piétine les lois de son propre pays, est bien loin de respecter les conventions 87 et 98 de l'OIT. Il ne reconnaît pas le droit des travailleurs à créer leurs propres organe de défense, interdit le déroulement du défilé du 1^{er} mai et condamne ses syndicalistes à des peines de prison.

Le 17 février 2014, les autorités ont condamné 4 représentants des travailleurs de la « Pétrochimie Razi » à 6 mois de prison et 50 coups de fouets (oui ça existe toujours en Iran !), accusés injustement de « trouble à l'ordre public ». En réalité ils demandaient à leur confrère de venir protester contre les mauvaises conditions de travail et de vie.

Un autre exemple est le cas de M. Behnam EBRAHIM-ZADEH qui est emprisonné depuis 12 juin 2012 pour avoir tenu un blog et traiter du travail des enfants : Il a été condamné en premier lieu à 20 ans d'emprisonnement, puis, à la suite des pressions exercées par les campagnes de solidarité, sa peine a été réduite à 5 ans. Mais après avoir passé 4 ans et 7 mois en prison, en décembre 2014, il a vu sa peine prolongée à 9 ans et 6 mois d'emprisonnement pour un délit inexistant.

Les mouvements de lutte ne s'arrêtent jamais et les travailleurs iraniens résistent en montrant une constante détermination. Alors que les véritables représentants des travailleurs comme Shahrokh ZAMANI, Reza SHAHABI, Behnam EBRAHIM-ZADEH, ... sont en prison, l'OIT reçoit, comme l'année dernière, les délégués de la République Islamique qu'il reconnaît comme leur représentant légitime. Les travailleurs iraniens ont de plus en plus besoin du soutien international. Fort heureusement, les travailleurs à travers le monde, en particulier, le collectif des syndicats français continuent, comme dans le passé, à les soutenir•

(Suite de la page 1) Grèves massives dans les ...

se sont eux aussi mis en grève pour protester contre leurs bas salaires.

Ces deux manifestations ont incité les travailleurs **d'Iran Khodro**, qui suivaient de près les actions de leurs camarades de ces deux entreprises, à s'engager eux aussi dans des actions de protestations contre les bas salaires. Les toutes premières protestations des camarades **d'Iran Khodro** ont débutées le 7 Janvier 2015 dans la partie Sud de l'usine où se trouve la principale chaîne d'assemblage et de fabrication.

Les travailleurs de la partie Nord de l'entreprise regroupant, les ateliers des presses métalliques, les ateliers de peintures, et la principale chaîne de montage et de fabrication de la voiture **L90 Peugeot Pars**, ont eux aussi rejoint la grève le lendemain, malgré des tentatives de divisions de la Directions et des cadres la Gestion des « *Ressources Humaines* » qui avait publié une déclaration, indiquant qu'elle ne pouvait pas répartir équitablement ses promesses précédentes d'augmentations de salaires. Ces tentatives de la Direction n'ont fait que renforcer la détermination des grévistes, puisqu'il ont décidé en Assemblée générale de continuer la grève, et exigés ensuite les promesses écrites et formelles de la part des « *Ressources Humaines* » sur la base de leurs revendications, et des augmentation de salaire de 20 à 30 pour cent.

Au sixième jour de grève une partie des travailleurs de la chaîne de montage des Vans et des véhicules utilitaires de la partie Nord de l'usine, ont décidé de cesser la grève, tandis que deux jours plus tard, soit après 8 jours d'arrêt total de la production, le reste des ouvriers décidèrent d'arrêter le mouvement, après avoir reçu des promesses formelles de la Direction, de négocier avec les représentant des travailleurs, et de répondre à une partie de leurs revendication, et enfin d'appliquer celles-ci à partir de la date limite du 4 Février 2015.

Les promesses faites aux travailleurs par la Direction **d'Iran Khodro** après ces 8 jours de grève, comprennent la mise en œuvre d'un système plus équitable dans la classification des salaires, des réajustements de salaires basé sur les emplois occupés à effet immédiat, le salaire minimum fixé chaque année par le Conseil supérieur du >>>

<<< travail Iranien, les paiements d'agrément trimestriels, la fin du travail de nuit sans pauses lors des soirées du Jeudi, une pause d'une heure pour les équipes de nuit, la reprise des distributions de cadeaux aux enfants et aux familles des travailleurs pour les fêtes de fin d'année par le Comité d'entreprise, une pratique que la direction avait fait brutalement stopper depuis plusieurs années.

Pendant la grève, toutes les chaînes d'assemblages de l'entreprise **Iran Khodro** comprenant les ateliers de carrosserie, et les lignes de fabrications des modèles des voitures: **Peugeot 405** ou **Peugeot Pars**, de la **Samand**, du 4eme modèle de **Peugeot 206- Rana** ont vu leurs productions totalement stoppées. Il convient aussi cependant de noter que 10 représentants des travailleurs, avaient été convoqués par les agents des services de sécurité de l'entreprise, au sujet des débrayages et des manifestations dans la cafeteria.

Les travailleurs de l'usine **Iran Khodro** doivent faire beaucoup d'heures supplémentaires pour percevoir des salaires situés entres 250 et 330 Euros *Tomans* mensuels, beaucoup d'entre eux qui ont pourtant plus de 25 années d'ancienneté ne perçoivent que de très bas salaires allant de 130 à 250 Euros.

Afin de mettre en œuvre le nouveau système de classification des emplois et des salaires, la direction de l'usine **Iran Khodro** a demandé aux travailleurs de des Chaînes de montage de déléguer un de leurs représentants en vue des prochaines négociations, les ouvriers des Chaînes de fabrication des Vans et de véhicules utilitaires, les ateliers de réparation en S.a.v et de gestions des pièces détachés ont quant à eux, déjà mandatés leurs délégués auprès de la Direction, Il en a été de même pour certains représentants de travailleurs, travaillant pour des entreprises de sous-traitances **d'Iran Khodro** dont ont a changé certains statuts, pour qu'ils puissent eux aussi négocier avec celle-ci.

Quelques mois avant des protestations similaires avaient éclatée au sein de l'entreprise de la **Zamyad Khodro** - ... >>>

<<< ...- une entreprise Iranienne travaillant en partenariat avec le groupe **Nissan**, en réponse une prime avait été versée aux travailleurs, dont certains avaient pu rencontrer la direction, après avoir reçus des lettres personnalisées de celle ci. La direction avait ensuite organisée une parodie de « *Concertation et de dialogue social* » dans la salle de prières de l'usine, mais quand les représentants des ouvriers demandèrent des choses précises et concrètes, c'est à dire des augmentations de salaires, ils n'eurent pour toutes réponses, que des menaces de la direction leur sous entendant avec insistance, qu'il ne fallait pas qu'il compte retravailler dans d'autres usines du secteur automobile Iranien, s'il étaient licenciés de la **Zamyad – Khodro.Co.**

Le 20 Janvier 2015 dernier des représentants des travailleurs grévistes de l'atelier de moulages d'accessoires de **l'Iran Khodro Industrial Molding Plant** avaient reçu les mêmes genres de menaces, après avoir été convoqué par la « *Direction* », la aussi pour une prétendue « *Réunion de concertation sociale* » dans la cafétéria.

La date limite pour la mise en œuvre des promesses faites par la direction **d'Iran Khodro** devrait entrer en vigueur à partir de ce Mercredi 4 Février 2014 – l'affaire reste donc à suivre dans les mois à venir, car même s'il s'agit la d'une victoire de travailleurs Iraniens, il n'y a bien jamais rien d'acquis dans les « *promesses* » faites par le patronnat Iranien.

L'entreprise Iranienne automobile et métallurgique **Iran Khodro** entretient (malgré les sanctions économiques contre le pays, frappant hélas plus les couches populaires Iraniennes que les *Mollahs* et la bourgeoisie réactionnaire locale à ses ordres) des relations et des partenariats commerciaux de longue date avec les sociétés Françaises du groupe **PSA – Peugeot - Citroën**, elle monte également pour le marché proche Oriental quelques modèles de Peugeot Françaises, ainsi que certains modèles de camions et de bus pour le compte de l'entreprise Allemande du groupe **Mercedes**

La lutte continue!

(Suite de la page 1) **Une année 2015 peu...** sécurité sociale, de santé et de retraite au grand détriment des travailleurs... avec à la clef, licenciements massifs, baisses de salaire et une attaque agressive à l'encontre des droits des travailleurs à tous les niveaux.

La répression sans relâche des protestations ouvrières a connu ainsi de nouveaux rebondissements : expulsion de dirigeants syndicaux, intimidation, licenciement et, plus récemment, poursuites judiciaires pour arrêter les dirigeants accusés de trouble à l'ordre public.

En 2015 les travailleurs seront sans aucun doute confrontés à de nouvelles difficultés. Une année qui promet d'être très chaude et agitée pour le mouvement ouvrier en Iran.

Le soutien international pour les travailleurs iraniens est comme toujours un facteur important dans le développement de leur lutte. La campagne de soutien à Réza Shahabi qui a obtenu une libération conditionnelle est un bel exemple de solidarité internationale.

En ce qui concerne les droits de l'homme en Iran, l'année 2014 aura été particulièrement déplorable, malgré la présidence de Hassan Rohani, considérée comme « modéré ». Depuis qu'Hassan Rohani est devenu le président des mollahs, au moins 1300 personnes, notamment ont été exécutées en Iran. Au mois de décembre, l'Assemblée générale de l'ONU a adopté la 61^e résolution condamnant les violations des droits humains en Iran sous le régime des mollahs.

Pour l'heure, rien n'indique un changement de tendance en 2015. Si le régime, acculé par les sanctions, a été contraint d'infléchir quelque peu sa politique nucléaire sur la scène internationale, sur le plan intérieur, la posture est tout autre. En augmentant les mesures liberticides et le nombre des exécutions, les autorités ont voulu rappeler à la population et aux opposants qu'aucun "dérapiage démocratique" ne sera toléré. Le souvenir du soulèvement populaire de 2009 est encore frais dans la mémoire des mollahs, qui savent que leur régime peut être balayé à la moindre secousse

La République Islamique d'Iran et le chaos du Moyen-Orient

A la faveur du chaos régional qui s'approfondit au Moyen-Orient, la République Islamique d'Iran est devenue un acteur incontournable dans la région. Plus de 20 ans après la chute du bloc soviétique qui a ouvert la région aux multiples interventions impérialistes menées par les États-Unis et leurs alliés et suite aux soulèvements populaires au Maghreb et au Moyen-Orient, la région connaît une nouvelle accélération historique.



L'offensive néolibérale des dernières décennies, la corruption des élites dirigeantes et le caractère dictatorial des états de la région, la politique destructrice de l'impérialisme et de l'État sioniste d'Israël, ont fortement dégradé les conditions de vies des populations.

Les éléments les plus marquants de cette situation sont : la décomposition et l'effondrement des états irakien et yéménite, la perte de contrôle du régime de Bachar El Assad sur une grande partie du territoire syrien. Ils viennent s'ajouter à l'instabilité permanente du Liban et à la poursuite de la colonisation israélienne en Palestine. Tout cela s'accompagne de la montée en puissance d'acteurs nouveaux tels que l'émergence de DAESH ou le renforcement dans la région kurde autonome d'Irak de la direction Barzani, inféodée à l'impérialisme et aux États réactionnaires de la région.

En effet, à la faveur des interventions étasuniennes en Irak, le Kurdistan irakien avait déjà acquis un niveau d'autonomie jamais égalé dans son histoire. Mais cette autonomie sort aujourd'hui renforcée et ceci grâce à la collaboration de Barzani avec les puissances impérialistes, avec la Turquie d'Erdogan et avec la République Islamique d'Iran, deux états qui foulent au pied les droits nationaux du peuple kurde.

États-Unis / Iran : nouvelles alliances contre les peuples du Moyen-Orient

C'est dans ce contexte bouleversé que la République Islamique d'Iran revient au centre de l'échiquier moyen oriental et fait figure pour l'impérialisme étasunien de puissance régionale montante. Depuis 2001, en Afghanistan comme en Irak, le régime de Téhéran a su se montrer conciliant avec Washington. Les deux états se sont trouvés des intérêts communs, ce qui n'a pas manqué de modifier les équilibres et les jeux d'alliances dans la région.

Par un retournement dont seul l'histoire en a le secret, l'Arabie Saoudite alliée traditionnelle de Washington a vu son influence reculer en Afghanistan comme en Irak. La chute du régime des Talibans et l'arrivée au pouvoir de Maleki allié de la mollaharchie de Téhéran a favorisé un rééquilibrage des rapports de forces dans la région et ce au détriment de la monarchie saoudienne. Les tensions régulières qui agitent les monarchies réactionnaires du golfe sont également une source de tensions importantes entre le royaume saoudien et le régime de Téhéran.

En effet, porté par la vague des révolutions arabes ces dernières années ont vu apparaître une agitation permanente des minorités politiques chiites dans les pétromonarchies du golfe. Ainsi, en 2011, le soulèvement de la communauté chiite au Bahreïn a été écrasé par l'intervention conjointe de l'Arabie Saoudite et des Émirats Arabes Unis. Régulièrement, les minorités chiites soutenues par Téhéran sont la cible de la répression et d'attentats. Cela s'accompagne d'une instabilité croissante liée à la montée de la contestation démocratique interne au sein même des monarchies du golfe.

D'autre part, les dirigeants saoudiens voient d'un très mauvais œil la pénétration économique et politique iranienne dans la région. A titre d'exemple, les multiples projets de coopération entre Téhéran et Oman suscitent la réprobation de la monarchie saoudienne. Ainsi, le projet d'un pont reliant Oman à l'Iran qui devrait être édifié via le détroit d'Ormuz concrétisant l'alliance scellée à l'occasion de la visite du président iranien Hassan Rohani à Mascate, ...

(Lire la suite page suivante)

(Suite de la page précédente) **La République Islamique d'Iran et le chaos du Moyen-Orient**

le 12 mars 2014 est difficilement acceptable pour la monarchie des Saoud. L'Oman et la République Islamique d'Iran cherchent à augmenter leurs échanges commerciaux, qui ont atteint en 2013 un milliard de dollars. Pour 2014 leurs investissements dans les deux pays devaient s'élever à 10 milliards de dollars.

La République Islamique d'Iran souhaite investir 4 milliards de dollars dans divers projets au port de Duqm, sur la mer d'Oman, dont 100 réservoirs de stockage de pétrole et de gaz iraniens et un projet sidérurgique, ainsi que 2 milliards de dollars dans des projets prévus dans les ports de Salalah et Sohar.

Pour sa part, Oman entend investir 4 milliards de dollars en Iran, en particulier dans la pétrochimie et l'exploitation pétrolière. Enfin, le projet de construction d'un gazoduc sous-marin entre les deux pays pour l'exportation de gaz iranien, qui avait fait l'objet d'un protocole d'accord lors de la visite du sultan Qabous à Téhéran, sera réalisé dans les deux prochaines années.

Instabilité régionale et confrontation entre Ryad et Téhéran

Du Yemen en passant par les monarchies du golfe, l'Irak, la Syrie, et même le Liban et la Palestine sans oublier l'Afghanistan la guerre d'influence entre Ryad et Téhéran fait rage. Sur l'ensemble de ces territoires et sans que ce soit le facteur unique d'instabilité et de guerre et sans limiter la situation à une confrontation entre les régimes théocratiques de Téhéran et de Ryad, la guerre d'influence entre ces deux états se mue en guerre véritable menée par acteurs locaux interposés.

Pour le royaume des Saoud, une défaite face à la République Islamique d'Iran est vécue comme une menace existentielle pour la famille régnante. A cet égard, les télégrammes diplomatiques étasuniens révélés au grand jour par Wikileaks sont fort intéressants car ils mettent en lumière la détestation et les craintes de la famille régnante Saoudienne à l'égard de la mollaharchie.

Ainsi, pour faire face à l'influence de Téhéran et pour protéger ses énormes intérêts financiers et politiques dans la région, le royaume wahhabite utilise le seul véritable moyen en sa disposition : sa puissance financière considérable qui lui permet de soutenir et d'armer les courants extrémistes sunnites et les dictatures. Parallèlement à cela, Ryad tente d'opposer à Téhéran un axe avec la Turquie et à s'assurer du soutien durable des grandes puissances impérialistes. Or, ces soutiens décisifs des États-Unis est de plus en plus compromis car le royaume des Saoud n'a plus, pour les impérialistes, la même fonctionnalité politique dans la région. Même d'un point de vue énergétique Washington s'est lancé dans un vaste plan d'exploitation des pétroles et gaz de schistes, réduisant sa dépendance à l'égard du pétrole des pays du golfe. Ainsi, selon l'Agence Internationale d'Énergie (AIE), les États-Unis devancent depuis septembre dernier l'Arabie Saoudite pour la production de pétrole et gaz liquéfiés. Cette politique énergétique conduit à une modification des rapports économiques, politiques avec les pays du golfe.

Enfin, la puissance financière de Ryad ne suffit plus à l'Arabie Saoudite pour s'assurer une influence politique, idéologique et symbolique forte sur les peuples arabes. De plus en plus, le soutien de Ryad aux régimes les plus réactionnaires et aux courants intégristes sunnites se heurte aux aspirations démocratiques et sociales qui s'expriment fortement depuis le début de la vague des soulèvements populaires.

Les dynamiques à l'œuvre au Moyen-Orient échappent en partie au contrôle des puissances impérialistes qui doivent également faire face à une crise violente du système capitaliste et à une concurrence exacerbée. Washington doit faire face aux échecs multiples de sa politique dans la région. En Afghanistan comme en Irak les interventions étasuniennes n'ont pas permis à l'impérialisme de stabiliser la région et d'en tirer avantage. Au contraire, alors que le système capitaliste est en crise, le coût financier et militaire est de plus en plus lourd politiquement. Dans le même temps, la stratégie de l'impérialisme étasunien et sa confrontation avec la Chine, impose à l'administration Obama de renforcer son dispositif militaire en Asie-Pacifique au détriment du Moyen-Orient ... *(Lire la suite page suivante)*

(Suite de la page précédente) **La République Islamique d'Iran et le chaos du Moyen-Orient**

En effet, malgré les coupes budgétaires qui touchent le Pentagone, l'orientation de la défense US a été réaffirmée à plusieurs reprises par les responsables de l'administration Obama. Ainsi, 60 % des forces aériennes extérieures se trouvent dès à présent dans la région Asie-Pacifique, et les États-Unis se sont engagés à y baser 60 % de leurs forces navales d'ici à 2020, soit huit navires de plus qu'actuellement. Cette nouvelle stratégie qui s'accélère avec le retrait de l'impérialisme US d'Afghanistan n'est pas sans conséquence au Moyen-Orient.

Cette redéfinition stratégique ouvre des espaces aux états qui aspirent à jouer un rôle de puissances régionales, à savoir la Turquie, la République Islamique d'Iran, l'Arabie Saoudite ou le Qatar. Dans une autre mesure, l'État colonialiste d'Israël tend à s'autonomiser de la tutelle de Washington et constitue pour la Maison Blanche un facteur d'instabilité permanent dans la région. D'où les prises de distances et les anicroches régulières entre l'administration Obama et Netanyahou.

Dans ce contexte de redéfinition des alliances et de guerres permanentes, la République Islamique détient des atouts majeurs à monnayer avec les puissances impérialistes.

Avec ses 79 millions d'habitants, sa deuxième réserve mondiale de gaz et troisième de pétrole, la dictature des mollahs fait figure d'État stable et puissant alors que nombre de ses voisins directs sont en proie à la guerre et à des convulsions importantes.

La fermeture relative du marché iranien du fait des sanctions internationales pénalise certes la République Islamique et surtout les peuples d'Iran, mais suscite aussi les convoitises et la compétition entre les firmes occidentales. Ainsi, selon le quotidien iranien «Eghtesad», la société américaine General Electric a fait part de sa disponibilité à mener, en cas de la levée des sanctions, des activités économiques, en Iran. «De nouvelles opportunités économiques sont en train de surgir, au Moyen-Orient, et l'Iran est l'un des pays qui est de mise, dans ce domaine», a déclaré John Rice, vice-président de la compagnie américaine. «Les sociétés américaines ont un vif intérêt, pour mener des activités, en Iran».

L'élection de Rohani à la présidence de la république a annoncé la volonté du Guide de la Révolution Khameneï et de la direction des Gardiens de la Révolution d'aboutir à un compromis majeur avec l'impérialisme étasunien. Ce changement d'attitude répond aussi à la situation interne que traverse l'Iran.

Derrière les négociations autour du nucléaire iranien le grand marchandage

« Plus personne ne peut battre les tambours de la guerre. L'atmosphère hostile créée contre nous a disparu. Le monde a réalisé que les intérêts communs peuvent mener à un accord ».

Ces propos de Mohammad Javad Zarif, chef de la diplomatie iranienne, font suite aux négociations sur le dossier du nucléaire qui se sont achevées le 24 novembre dernier. Elles sont prolongées jusqu'au 1er juillet 2015.

Pour Washington et Téhéran l'analyse est semblable : tôt ou tard un accord sera signé. Pour la mollaharchie, la position des puissances secondaires tels que la France et de l'Union Européenne n'est pas essentielle. En revanche, derrière un accord sur le nucléaire c'est tout une stratégie d'alliance qui se dessine entre la République Islamique et les États-Unis. Depuis la chute du bloc soviétique et les différentes interventions impérialistes en Irak et en Afghanistan, la dictature des mollahs et l'impérialisme étasunien n'ont cessé de se rapprocher, se trouvant nombre d'intérêts communs.

Bien sûr les négociations autour du dossier nucléaire seront longues et révéleront les divergences d'intérêts entre les grandes puissances. Ainsi, la France fait tout pour empêcher un accord, Fabius se faisant le porte parole de Netanyahou et de la monarchie saoudienne. La France entend profiter du désamour entre Washington et Riyad pour renforcer sa position dans la région. Cela se fait au détriment de l'accès au marché intérieur iranien... *(Lire la suite page suivante)*

(Suite de la page précédente) **La République Islamique d'Iran et le chaos du Moyen-Orient**

Ainsi, la France occupe le 16^e rang avec moins de 500 millions d'euros d'échanges annuels avec la République Islamique d'Iran. Elle se situe loin derrière ses concurrents européens et asiatiques et même derrière les Etats-Unis.

Au cours des neuf derniers mois de l'année 2014, les échanges commerciaux entre l'Iran et l'Allemagne ont connu une progression de +33% atteignant 1,6 milliard d'euros (contre 350 millions pour la France), sans parler de la hausse importante des exportations américaines vers le marché iranien.

Cela étant dit, la République Islamique n'abandonnera pas totalement son programme nucléaire. La direction des gardiens de la Révolution et le Guide souhaitent que la République Islamique d'Iran soit un « pays du seuil » c'est à dire d'être en capacité de se doter de l'arme nucléaire si besoin mais de ne pas développer un arsenal à ce stade. Enfin, la mollaharchie joue de la concurrence inter impérialistes et poursuit, pendant les négociations, son programme nucléaire civil. Ainsi, la Russie et la République Islamique viennent de signer un accord le 11 novembre 2014 pour la construction de deux nouveaux réacteurs. En effet, l'entreprise russe Rosatom vient de signer avec son homologue iranien NPPD un contrat sur la construction de deux réacteurs avec possibilité d'extension à quatre, pour la centrale de Bouchehr. Pour l'instant les négociations entre la République Islamique d'Iran et le groupe 5+1 achoppent sur deux points essentiellement : le calendrier pour la levée des sanctions internationales et la taille du programme d'enrichissement d'uranium de l'Iran. Pour le moment, la mollaharchie affirme vouloir multiplier par dix son programme actuel d'ici sept ans, notamment en utilisant des machines plus modernes et plus rapides alors que les grandes puissances ne souhaitent pas parler de levée des sanctions, mais simplement d'une suspension. Malgré ces blocages, un accord entre le régime dictatorial de Téhéran et l'impérialisme étasunien est probable.

En effet, le contexte régional chaotique qui pose un problème à la Maison Blanche et la situation sociale et économique catastrophique en Iran poussent au rapprochement. En effet, la corruption généralisée au plus haut sommet de la mollaharchie, l'explosion de la misère et du chômage, l'inflation galopante (plus de 40%), la chute des cours du pétrole (le baril de brut a perdu 50% de sa valeur en six mois), les sanctions économiques et financières pèsent lourdement sur les peuples d'Iran. D'autre part, la répression quotidienne des aspirations démocratiques et sociales, les attaques contre les militants ouvriers qui luttent pour leurs droits, les « réformes » contre le code du travail et la mise en place de législations toujours plus avantageuses pour la classe possédante et les clans au pouvoir accentuent la coupure entre le régime et l'immense majorité de la population.

Dans ce contexte, le Guide de la Révolution Khameneï et le Président de la République Rohani veulent la levée des sanctions pour regagner des marges dans la redistribution clientéliste afin de redonner de l'air au régime.

Pour Washington, l'instabilité régionale et l'échec de toutes ses interventions impérialistes passées poussent à un « rééquilibrage » des alliances. Il s'agit d'enregistrer les rapports de forces régionaux et l'influence de la République Islamique. Cela soulève l'inquiétude de la monarchie saoudienne dont le soutien aux divers courants réactionnaires et contre révolutionnaires de l'Islam politique a été un des facteurs d'accentuation des guerres et de la montée de DAESH. Riyad et Téhéran se livrent une guerre indirecte et par forces interposées. Cela favorise les logiques d'affrontements inter religieux alors que ce sont bien des intérêts capitalistiques et d'États qui se cachent derrière. Bien entendu, les formes que prennent ces affrontements et leurs violences sectaires prennent racines dans les réalités politiques, sociales et économiques délabrées de la région. Elle s'appuie sur le vide laissé par la défaite des mouvements nationalistes arabes et de la gauche révolutionnaire.

Plus globalement, ces affrontements renvoies aux modes d'insertions modifiées à la mondialisation capitaliste et à l'abandon de pays et de populations entières à un mode d'extraction de la plus-value et des richesses qui renvoie davantage à une économie de la prédation qu'à un développement capitaliste classique adossé à des États-Nation. *(Lire la suite page suivante)*

(Suite de la page précédente) **La République Islamique d'Iran et le chaos du Moyen-Orient**

Aujourd'hui, la monarchie saoudienne défend non seulement sa place dans la géopolitique régionale mais aussi ses intérêts financiers. Or, pour la Maison Blanche il est important de contenir les ambitions transfrontaliers de DAESH qui bouleversent profondément les équilibres régionaux, menacent les pétromonarchies du golfe et les intérêts de l'impérialisme étasunien.

Au delà de sa violence sectaire et de la barbarie de ses actes, l'une des principales caractéristiques et singularité de DAESH, est d'avoir modifié «les règles du jeu » et d'afficher la volonté de se départir des frontières historiques, du moins entre la Jordanie, le Liban, la Syrie, la Palestine, et l'Irak. Cet espace est perçu comme une structure géographique et politique unique.

Impérialisme étasunien et dictature des Mollahs

Téhéran et Washington ont soutenu ensemble le gouvernement Maleki et soutiennent désormais son successeur Haidar Al-Abadi. La percée de DAESH a renforcé la communauté d'intérêt entre l'administration étasunienne et le régime des mollahs. Il est de notoriété publique que les Gardiens de la Révolution interviennent depuis des mois sur le territoire irakien.

La collaboration entre l'impérialisme étasunien et la dictature des Mollahs est de moins en moins discrète d'ailleurs. Ainsi, le Pentagone a révélé, mardi 2 décembre, que l'aviation iranienne avait bombardé des positions de DAESH en Irak. Frappes saluées immédiatement par John Kerry.

En Syrie, la répartition des rôles entre l'impérialisme étasunien et la mollaharchie est tacite mais réelle. L'aviation US mène des frappes contre DAESH, mais ce sont les Gardiens de la Révolution qui, au sol, combattent d'un côté les révolutionnaires Syriens et de l'autre s'en prennent aux forces de « l'État Islamique » là où elles gênent le régime dictatorial de Bachar El Assad.

De son côté, le pouvoir syrien soutenu par le Hezbollah libanais et par la République Islamique, poursuit le massacre quotidien de civils. Bachar El Assad, qui vient de renouveler ses offres de services à l'impérialisme Étasunien pour « lutter contre le terrorisme », a les mains libres pour écraser la révolution syrienne.

Même sur le Kurdistan d'Irak, les approches entre l'administration Obama et Téhéran sont communes. Ils soutiennent et arment Barzani tout en empêchant les composantes de la gauche Kurde de s'armer et s'opposent aux droits démocratiques et aspirations des kurdes de Turquie ou d'Iran. Ainsi, les kurdes d'Irak qui ont tenté d'exprimer leur solidarité avec la bataille qui se mène à Kobané ont été fortement réprimés par les Gardiens de la Révolution sans que cela n'émeuve les grandes puissances. Pour les courants de la gauche révolutionnaire kurdes qui avaient jusque là profité de l'autonomie du Kurdistan d'Irak et notamment pour les organisations de la gauche révolutionnaire des kurdes d'Irak qui ont trouvé refuge au Kurdistan d'Irak après la chute de Saddam Hussein, la situation est pour le moins dangereuse.

Elles se trouvent aujourd'hui, plus qu'hier, à la merci des accords et rapprochement entre la République Islamique d'Iran, l'impérialisme étasunien et la direction Barzani. Le danger pour ces organisations est de se retrouver en quelque sorte en « libertés surveillées ».

Résister à toutes les forces contre-révolutionnaires

Au Moyen-Orient comme dans tout le monde arabe, les peuples s'affrontent aux forces réactionnaires et contre-révolutionnaire que sont les États, les courants de l'islam politique, et les puissances impérialistes. La situation nécessite la réactivation à l'échelle internationale d'un camp anti impérialiste, socialiste et laïque qui se pose la nécessité de la solidarité concrète avec les forces progressistes en lutte contre les barbaries, pour la démocratie et la justice sociale Moyen-Orient. Il est de la responsabilité des courants révolutionnaires et anticapitalistes d'aider à l'émergence de ce combat pour l'émancipation•



Communiquée de la SSTI

Le militant syndicaliste emprisonné iranien Behnam Ebrahim-zadeh condamné à une peine supplémentaire de 9 ans et demi de prison



Behnam Ebrahim-zadeh, qui était actuellement en train de subir une peine dites d'Exil intérieur dans le Quartier numéro 2 (une aile réservée au prisonniers dits de droit commun) de la prison de Gohardasht Rajaei Sharh à Karaj a été rejugé le 29 Décembre 2014 dernier par la branche Numéro 15 du « *Tribunal Révolutionnaire* » de Téhéran et a été accusé:

D'être entré en contact avec **Ahmad Shaheed** le Rapporteur spécial des Nations Unies sur questions sur les atteintes aux droits de l'homme en Iran ;

De « Collusions et relations avec le Moudjahidines du Peuple (**MEK**) depuis l'intérieur de la prison » ;

De « *Propagande contre le régime* » ;

Et d'avoir du matériel de réception et une antenne Tv satellite à son domicile familial.

A la suite de ce nouveau « *Jugement* » inique **Behnam** a été condamné à une peine supplémentaire de **neuf ans et demi** d'emprisonnement. Malgré les nombreux témoignages de sa famille et de ses camarades qui ont déclaré que **Behnam**, n'avait jamais eu ni de près, ni de loin la moindre relation avec le **MEK**.

Cette nouvelle peine arbitraire est en relation avec les événements survenus lors d'une mutinerie qui avait éclatée les 17 Avril 2014 dans la Section 350 de la prison d'Evin que l'on nomme maintenant le **Jeudi noir d'Evin**.

Behnam Ebrahim-zadeh à la suite de son transfert vers la section 209 de la prison d'Evin après des incidents survenus dans la Section 350 de cette même prison en Avril de l'année dernière a la suite de fouilles abusives de cellules des prisonniers politiques par les matons, journée qui est connue maintenant sous le nom de **Jeudi Noir d'Evin**.

Behnam avait ensuite vu sa maison familiale fouillée de fond en comble par les agents du Ministère des Renseignements, il semblerait que cette nouvelle perquisition par la police politique du régime, ait conduit à la réouverture de son dossier judiciaire et a cette nouvelle condamnation totalement arbitraire à une peine de 9 ans et demi de prison.

Behnam Ebrahim-zadeh est un militant ouvrier et défenseur du droit des enfants. Il avait été arrêté par les forces répressives du Ministère des Renseignement le 12 Juin 2010, puis condamné après avoir été jugé en première instance, au cours de la même année à une peine 20 ans de prison par un « *Tribunal Révolutionnaire* » de Téhéran. Son avocat et ses conseillers juridiques avaient ensuite réussi à faire rejurer par une Cour d'appel en deuxième ... (Lire la suite page suivante)

(Suite de la page précédente) **Communiquée de la SSTI**

instance la peine précédente qui fut finalement réduite et commuée en une peine de 5 ans de détention.

Avant cette nouvelle condamnation **Behnam** purgeait la quatrième et avant dernière année de sa peine. Il avait été condamné auparavant à une peine 5 ans de prison, pour des accusations supposées de « *Collusions en vue d'organiser des actions en vue de porter des atteintes à la sécurité nationale* ».

Il convient de mentionner également que son jeune fils **Nima Ebrahim-zadeh** père, sur ordres directs d'agents de la police politique de la **Vevak** et du Ministère des Renseignements.

Libérer tous les travailleurs emprisonnés!

Communiquée de la SSTI

Le militant syndicaliste Iranien emprisonné Behnam Ebrahim-zadeh vient d'être hospitalisé d'urgence après 25 jours de grève de la faim

Le syndicaliste Iranien emprisonné Behnam Ebrahim-zadeh, vient de passer le cap du 25eme jour de son action de grève de la faim, il a depuis été envoyé d'urgence à « l'infirmerie » de la prison.

Selon des témoignage de sa famille, ce prisonnier politique enfermé dans la sinistre prison de Gohardasht Rajae Shahr de la ville de Karaj, et qui est en grève de la faim depuis le 3 Décembre 2014 dernier, à été transféré d'urgence à « l'infirmerie » de la prison le Lundi 22 Décembre 2014 après s'être évanoui et avoir perdu connaissance à plusieurs reprises, il convient également de noter que depuis son retour dans sa cellule Behnam souffre de graves douleurs dorsales et dans les jambes, et qu'il peut à peine bouger et marcher.

Behnam Ebrahim-zadeh est en grève de la faim en signe de protestation contre la décision brutale de son transfert du Quartier numéro 12 qui est celui ou sont d'habitude enfermés les prisonniers politiques, vers le Quartier numéro Un qui est réservé d'habitude aux prisonniers dits de « Droits communs ».

Behnam et un militant syndicaliste et ouvrier Iranien qui purge actuellement la quatrième année de sa peine dans la prison de Gohardasht Rajae Shahr. Il avait été condamné auparavant à une peine 5 ans de prison, pour des accusations supposées de « *Collusions en vue d'organiser des actions en vue de porter des atteintes à la sécurité nationale* ».

Il avait été arrêté par les forces répressives du régime iranien le 12 Juin 2010, puis condamné après avoir été jugé en première instance, au cours de la même année à une peine 20 ans de prison. Son avocat et ses conseillers juridiques avaient ensuite réussis à faire rejuger par une Cour d'appel en deuxième instance la peine précédente qui fut finalement réduite et commuée en une peine de 5 ans de détention.

Iran. Pétition: «Libérez immédiatement Behnam Ebrahimzadeh»

Le 12 juin 2010 – après avoir déjà été arrêté en 2009 à l'occasion d'une manifestation le 1er mai, manifestation violemment attaquée par les forces du régime – Behnam Ebrahimzadeh était arrêté. Le 13 décembre 2010, six mois après cette arrestation, la «Cour révolutionnaire» de Téhéran a condamné Behnam Ebrahimzadeh à 20 ans de prison. Il était accusé de «mener une guerre contre Dieu». La Cour suprême a annulé ce premier jugement. Finalement, il a été condamné, en octobre 2011, à 5 ans de prison ferme pour «rassemblement et collusion avec l'intention de porter atteinte à la sécurité nationale».

Behnam Ebrahimzadeh est un militant ouvrier et membre du Comité d'aide à la formation des organisations de travailleurs. Il a été très actif dans les campagnes pour l'interdiction du travail des enfants et aussi engagé dans la défense des enfants de la rue.

Behnam Ebrahimzadeh, depuis juin 2010, se trouvait dans la section 350 de la prison d'Evin de Téhéran, construite sous le shah d'Iran en 1972. Le 17 avril 2014, les forces de police, sous prétexte d'une mutinerie, ont attaqué les prisonniers de cette section. Behnam Ebrahimzadeh a été visé particulièrement et envoyé en cellule d'isolement dans la Section 209, pour interrogatoire. Le 2 mai, il fut transféré dans la Section 350, puis à nouveau placé en isolement pour 54 jours.

Le samedi 29 juin, son fils et sa femme sont arrivés à la prison d'Evin pour une visite. A la fin de cette visite, six gardiens les ont arrêtés et les ont «accompagnés» à leur logement. Ce dernier a été fouillé et leurs biens confisqués. Les policiers ont exercé le maximum de pression sur le fils de Behnam, Nima, qui souffre d'une leucémie et subit des chimiothérapies. Le but: qu'il leur donne l'ensemble des documents électroniques de son père. Suite à cette descente policière des plus brutales, la direction de la prison a à nouveau transféré Behnam dans la Section 209 en cellule d'isolement.

Face à cette décision totalement arbitraire, Behnam a initié une grève de la faim. La réaction des autorités: transférer Behnam dans une des sections les plus dangereuses de la prison Rajae Sharh, connue sous le nom de Gohardasht. Depuis lors, il continue sa grève de la faim. Les autorités affirment qu'il est à l'origine de «troubles» dans la nouvelle prison; ce qui peut constituer un nouvel acte d'accusation à son encontre.

Behnam Ebrahimzadeh revendique d'être transféré dans la Section 350 de la prison d'Evin et de recevoir un traitement médical adéquat, étant donné les fortes douleurs aux reins, aux intestins et des maux de tête violents. Sa santé se dégradant rapidement, il a été transféré à l'infirmerie de la prison et est menacé par la direction d'être mis à nouveau à l'isolement s'il n'arrête pas sa grève de la faim. Behnam a annoncé qu'il poursuivrait sa grève de la faim sans s'hydrater. Sa vie est en danger.

Sa femme et son fils ont envoyé une lettre ouverte à Amnesty International et à un ensemble d'organisations.

Un pétition demandant la libération immédiate et sans conditions de Behnam Ebrahim-zadeh a été lancé que l'on trouve sur le lien suivant:

<http://www.change.org/p/in-support-of-behnam-ebrahimzadeh-free-behnam-ebrahimzadeh>

Le cri de Nima Ebrahimzadeh le fils du syndicaliste Iranien emprisonné



Le témoignage poignant de Nima le fils gravement malade de syndicaliste Iranien emprisonné Behnam Ebrahimzadeh à qui les autorités judiciaires et pénitentiaires Iraniennes du gouvernement du nouveau "Président" de la "République Islamique d'Iran" et soi-disant "Modéré" Hassan Rouhani refusent systématiquement toutes permissions et mise en liberté conditionnelle et provisoire pour qu'il puisse rendre visite à son fils une dernière fois, alors que celui ci est cloué dans un lit d'hôpital frappé par un cancer, dans cette lettre Nima interpelle à sa façon les autorités Iraniennes et l'opinion publique internationale au sujet des harcèlements et des pressions quotidiennes que sont père subi en prison:

- Bonjour à vous,

Vous dites êtres des êtres humains et des humanistes , vous qui dites êtres parmi les consciences éveillées de notre terre , vous qui avez fondé des organisations "humanitaires" , vous qui nous dites défendre les droits des enfants , vous qui prétendez que dans nos hôpitaux on soutiendrait les enfants qui sont frappés par le cancer ou d'autres maladies graves , vous qui dites défendre les droits humains et faire des actions humanitaire , vous qui êtes un travailleur comme mon père : j'ai besoin de vous aujourd'hui, car gravement malade comme je le suis, demain il sera peut-être trop tard .

Je suis venu à vous en ces jours difficiles par le biais de cette lettre, ne voulant pas grand chose de vous mis à part que vous appuyiez avec moi, une demande pour la liberté de mon père. En ces jours difficiles ou je subi une chimiothérapie, je veux juste avoir le droit de le voir une dernière fois? Alors que je lutte contre le cancer et que je ne sais pas de quoi demain sera fait, je veux simplement avoir le droit d'avoir mon père à mes cotés.

Est-ce une grande demande que je vous fais la, dites le moi simplement !

Lettre écrite par Nima Ebrahimzadeh depuis son lit d'hôpital -Publiée le 8 Février 2014

P.S.: Nima Ebrahimzadeh est le jeune fils de syndicaliste Iranien et prisonnier politique Behnam Ebrahimzadeh. Tandis qu'on a diagnostiqué chez son fils Nima une leucémie qui s'aggrave de jour en jour, les autorités judiciaires et pénitentiaires du régime totalitaire de Khamenei et d'Hassan Rouhani refusent systématiquement à notre camarade Behnam une mise en liberté provisoire en conditionnelle afin qu'il puisse voir une dernière fois à l'hôpital son fils gravement malade. Une demande légitime qui est pourtant inscrite dans les "Règlements intérieurs" régis par les autorités et l'administration pénitentiaires de la "République Islamique d'Iran"

La lettre de syndicat français, Solidaires, au Guide suprême de la République islamique d'Iran



Guide suprême de la République islamique d'Iran

Ayatollah Sayed Ali Khamenei

Téhéran

République islamique d'Iran

Paris, le 4 Janvier 2015

Monsieur le Guide suprême,

La organisation syndicale française Solidaires, s'adresse à vous afin d'attirer votre attention sur la situation de Monsieur Behnam Ebrahim-zadeh, membre du Comité d'Aide à la Formation des Organisations de Travailleurs, emprisonné depuis 12 juin 2010 en raison de ses activités syndicales pacifiques.

Le 3 Décembre 2014 Behnam Ebrahim-zadeh entame une grève de la faim en signe de protestation contre la décision brutale de son transfert du Quartier numéro 12 de la prison de Rajai Shahr, à Karaj, qui est celui ou sont d'habitude enfermés les prisonniers politiques, vers le Quartier numéro Un qui est réservé d'habitude aux prisonniers dits de « *Droits communs* », où les prisonniers politiques et les individus, souvent violents, déclarés coupables d'infractions pénales sont détenus ensemble. Nous vous rappelons qu'aux termes de l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus (Nations Unies) les différentes catégories de prisonniers doivent être détenus séparément.

Depuis 19 décembre 2014, il continue une grève de la faim totale. Il a été transféré d'urgence la clinique de la prison le Lundi 22 Décembre 2014 après s'être évanoui et avoir perdu connaissance à plusieurs reprises. Il convient également de noter qu'il souffre de graves douleurs dorsales et dans les jambes, et qu'il peut à peine bouger et marcher.

La santé de Behnam Ebrahim-zadeh suscite de vives inquiétudes. Les médecins de l'hôpital sont intervenus pour qu'il reçoive des soins en dehors de la prison. Nous vous demandons de veiller à ce que Behnam Ebrahim-zadeh ait accès, sans délai et en dehors de la prison, aux soins médicaux dont il a besoin, et que ses revendications soient acceptées.

P.S. : Copie à :

Hassan Rohani (président de la république) ;

Sadegh Larijani (chef de la magistrature) ;

Ambassade de la Rép. Islamique d'Iran à Paris

La lettre de syndicat Canadien CUPW au Président de la République islamique d'Iran



377, rue Bank Street,
Ottawa, Ontario K2P 1Y3
tel./tél. 613 236 7238 fax/télé. 613 563 7861

January 14, 2015

President Hassan Rouhani
The Presidency, Palestine Avenue, Azerbaijan Intersection
Tehran, Islamic Republic of Iran

On behalf of 54,000 members of the Canadian Union of Postal Workers, I am writing to demand the release of Behnam Ebrahimzadeh. Behnam is a labour and children's rights activist who has been unjustly imprisoned in Iran for over four years. We share the concerns raised by human rights activists around the world.

We are particularly troubled to learn of Behnam's deteriorating health resulting from a recent hunger strike protesting his conditions. We are also concerned with his transfer into a section of the prison which contains violent offenders.

We demand the immediate release of Behnam Ebrahimzadeh and all political prisoners in Iran.

Sincerely,

Denis Lemelin
National President
Canadian Union of Postal Workers

/mcmd cope 225



Communiqué N° 40 du Comité de Défense de Behnam EBRAHIM-ZADEH**Behnam continue sa grève de la faim**

Travailleurs, organisations ouvrières, Chers Epris de la liberté ;

Comme déjà annoncé, Behnam Ebrahim-zadeh a entamé une grève de la faim depuis 3 décembre. Depuis 19 décembre, il continue une grève de la faim totale et aujourd'hui est le 22ème jour de sa grève de la faim. Aujourd'hui des membres de sa famille lui ont contacté en prison et il leur avait indiqué qu'il comptait poursuivre jusqu'à la réalisation de ses revendications. Toute déclaration de la fin de sa grève de la faim, sauf celles de son comité de défense, pourrait être considérée comme mensongère.

Le Comité de Défense de Behnam Ebrahim-Zadeh condamne les répressions commises sur les travailleurs et les activistes emprisonnés, et exige la libération sans conditions et immédiat de tous les travailleurs emprisonnés ainsi que tous les prisonniers politique en Iran.

Le 25 décembre 2014

Mahmoud SALEHI ;

La porte-parole du comité de défense de Behnam EBRAHIM-ZADEH,

Le numéro téléphone : 00 98 9357353412

k.d.behnam.ebrahimzadeh@gmail.com

komitehbehnam1.blogfa.com

Comité de Défense de Behnam EBRAHIM-ZADEH

La lettre de Behnam Ebrahim-zadeh à l'Organisation Internationale du Travail (OIT)

La conférence annuelle de l'OIT commencera le 5 juin. Moi, Behnam Ebrahimzadeh, j'ai été condamné à cinq ans de prison pour mes luttes pour les droits des travailleurs et des enfants. J'ai déjà passé trois années en prison, et maintenant, alors que mon seul fils est hospitalisé pour leucémie, ils veulent me renvoyer en prison.

Je demande à toutes les organisations ouvrières et à toutes les associations de défense des droits humains à travers le monde de protester contre cette décision et d'appeler à la libération immédiate et inconditionnelle des travailleurs emprisonnés et des prisonniers politiques. J'appelle les délégués des syndicats à la conférence de l'OIT à soutenir la lutte des travailleurs en Iran ainsi que mon appel. En même je souhaite dénoncer : combien de temps encore l'OIT, une organisation qui parle au nom des travailleurs, va-t-elle rester silencieuse sur ces violations ?

En tant que travailleur, j'attends de l'OIT qu'elle fasse pression pour que les Etats participants respectent les droits les plus fondamentaux des travailleurs et de la population. Le droit de se syndiquer, le droit de grève et le droit inconditionnel à la libre expression sont des droits humains fondamentaux, tout comme l'air que nous respirons, et violer ces droits est un crime flagrant. En Iran en particulier, la pauvreté et l'inflation font des ravages alors que les salaires, plusieurs fois en dessous du seuil de pauvreté, mènent une grande partie de la société vers la destruction.

Aujourd'hui en Iran, des travailleurs sont en prison pour avoir dénoncé cette situation et avoir protesté pour obtenir leurs droits fondamentaux. La détention et la persécution des militants et des dirigeants ouvriers doivent être condamnées. Par cette lettre, je souhaite être aussi la voix de protestation de ma famille et de celles des travailleurs emprisonnés et des prisonniers politiques.

Behnam Ebrahimzadeh, 22 mai 2013 •

Le racisme de l'Etat iranien envers les résidents afghans !



Le racisme de l'Etat iranien envers les résidents afghans !

Le ministère iranien de l'intérieur vient d'interdire aux migrants afghans de résider dans neuf régions d'Iran et étudie une interdiction similaire dans les autres régions.

Les restrictions et interdictions pour les Afghans résidant en Iran comportent :

- Interdiction de se déplacer en utilisant les transports publics ;
- Interdiction des mariages entre Iraniens et Afghans ;
- Pas de reconnaissance légale des enfants nés d'un couple mixte ;
- Interdiction pour les enfants afghans de fréquenter et/ou de se mélanger avec des enfants iraniens.
- Exclusion de l'accès à l'emploi et aux aides sociales ;
- Interdiction pour les Afghans d'utiliser des zones de loisirs comme les parcs municipaux ;
- Les Afghans doivent faire une queue séparée pour acheter du pain ;
- Dans la province de Mazandaran, les autorités interdisent aux Afghans de résider, de travailler ou même d'acheter des produits de première nécessité comme du pain !

Les lois et politiques de la République Islamique d'Iran vis-à-vis des résidents afghans sont racistes et inhumains! Il faut mettre fin aux discriminations sociales et institutionnelles envers les Afghans ! C'est le droit humain fondamental de tout Afghan d'avoir un accès à l'emploi et à toutes les aides sociales égal à celui des résidents iraniens.

La République Islamique tente de faire passer les Afghans pour responsables de l'insécurité sociale et économique qui règne en Iran. Le régime islamique utilise le racisme et les discriminations à l'encontre des Afghans pour créer des divisions au sein de la classe ouvrière et pousser les salaires vers le bas. Le régime islamique ne cherche qu'à créer des division au sein du peuple travailleur afin de se maintenir au pouvoir et justifier la misère que subissent des millions de gens. Bien des Afghans vivent en Iran depuis des générations et subissent une répression impitoyable comme tous les autres habitants du pays.

Une partie importante de notre lutte et de notre combat contre le régime islamique est de combattre où que se soit le racisme et les discriminations que subissent les Afghans : dans les rues, dans les magasins, dans les écoles et au travail !

Document


 AMNESTY
INTERNATIONAL


Iran: Condamnation à mort pour « outrage au prophète »

AU 298/14, MDE 13/064/2014 – Iran 26 novembre 2014

ACTION URGENTE

IRAN. CONDAMNATION À MORT POUR « OUTRAGE AU PROPHÈTE »

Un Iranien a été condamné à mort pour « outrage au prophète de l'islam ». Soheil Arabi a vu sa peine confirmée par la Cour suprême iranienne. Il a été déclaré coupable d'avoir publié des messages jugés offensants à l'égard du prophète sur Facebook.

Soheil Arabi, un photographe de 30 ans, a été condamné à mort le 30 août 2014 pour « outrage au prophète de l'islam » (*sabbo al nabi*) par cinq juges de la 76e chambre du tribunal pénal de Téhéran, dont trois se sont prononcés en faveur de la peine capitale. Il était accusé d'avoir publié des messages sur huit comptes Facebook, dont il était le titulaire selon les autorités. Le 24 novembre, la Cour suprême a confirmé la peine prononcée à son encontre. Dans le cadre d'une autre affaire liée aux mêmes messages, Soheil Arabi avait déjà été condamné le 4 septembre à trois ans d'emprisonnement pour « propagande contre le régime » et « outrage au guide suprême » par un tribunal révolutionnaire de Téhéran.

Arrêté en novembre 2013 par le Corps des gardiens de la révolution islamique (IRGC) à son domicile de Téhéran, il a passé deux mois à l'isolement dans la section 2A de la prison d'Evin, gérée par l'IRGC. Pendant son interrogatoire, il a été poussé à faire des « aveux ». Il a ensuite été transféré à la section 350, qui est sous le contrôle du pouvoir judiciaire.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en anglais, en espagnol ou dans votre propre langue) :

appelez les autorités iraniennes à ne pas exécuter Soheil Arabi et à instaurer immédiatement un moratoire officiel sur les exécutions, à titre de premier pas sur la voie de l'abolition de la peine capitale ;

exhortez-les à libérer cet homme s'il est détenu uniquement pour avoir exercé pacifiquement son droit à la liberté d'expression et à remplir leurs obligations au titre du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui garantit le respect de cette liberté ;

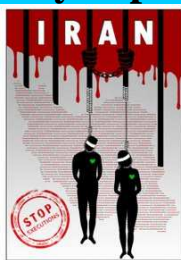
rappelez-leur que, en vertu du droit international relatif aux droits humains, la peine de mort ne peut être infligée que pour les « crimes les plus graves », c'est-à-dire des homicides volontaires, selon l'interprétation des organes internationaux.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 7 JANVIER 2015 À :

République iranienne de pendaison

Montée sans précédente de nombre d'exécution

Terroriser la population, seul moyen pour le régime à sortir de sa crise



Iran : plus de 100 pendaisons depuis le début de cette année

En Iran, l'année 2015 commence comme s'est terminée l'année 2014. Pour la seule journée du 1 janvier 2015, on rapporte 13 exécutions par pendaison en Iran dont quatre femmes. Le chiffre paraît hallucinant. Depuis le début de l'année, plus de 100 personnes ont été pendues en Iran. Pendant que Rouhani parle nucléaire à Genève ses bourreaux exécutent cinq hommes et deux femmes en l'espace d'une semaine !

Selon le régime iranien la plupart auraient été condamnées pour des trafics de drogues. Mais des organisations soulignent que plusieurs exécutions au moins ont concerné des militants des droits de l'Homme. Ces chiffres sont mis en lumière par les organisations de la société civile

L'Iran est l'un des pays où se déroulent le plus grand nombre d'exécutions dans le monde, et le régime vient de battre un nouveau record dans sa violence effrénée en exécutant au moins 81 personnes en 10 jours, et souvent pendaisons publiques.

L'Iran se classe deuxième derrière la Chine pour le nombre d'exécutions menées chaque année. Les autorités iraniennes ne fournissent aucune statistique concernant le nombre d'exécutions annuelles, ni aucune information sur les personnes condamnées à mort. Il semble qu'elles dissimulent délibérément les informations sur l'ampleur des exécutions •

| Exécutions rapportées en Iran | |
|-------------------------------|-----|
| Depuis Janvier (2015) | 100 |
| En 2014 | 849 |
| En 2013 | 891 |
| En 2012 | 574 |
| En 2011 | 684 |
| En 2010 | 818 |

Je désire être informé-e des initiatives de *Solidarité avec les Travailleurs en Iran* (SSTI)

Je décide d'être affilié-e à SSTI

Prénom et nom (organisation) _____

Adresse _____

Téléphone, courrier électronique _____

Renvoyer à: *Solidarités Socialiste avec les Travailleurs en Iran*

Adresse : S.S.T.I, 266, av. Daumesnil, 75012 Paris

<http://www.iran-echo.com>

E-mail: sstiran@yahoo.fr